

REFUGEE WOMEN'S CENTRE

Rapport Annuel

2023



Table des matières

Introduction.....	3
L'année 2023.....	5
Le soutien matériel et les distributions sur les terrains...12	
Le soutien psycho-social.....	16
Plaidoyer et communication.....	25
Recrutement et bien-être des volontaires.....	32
Finances.....	34
Remerciements.....	35

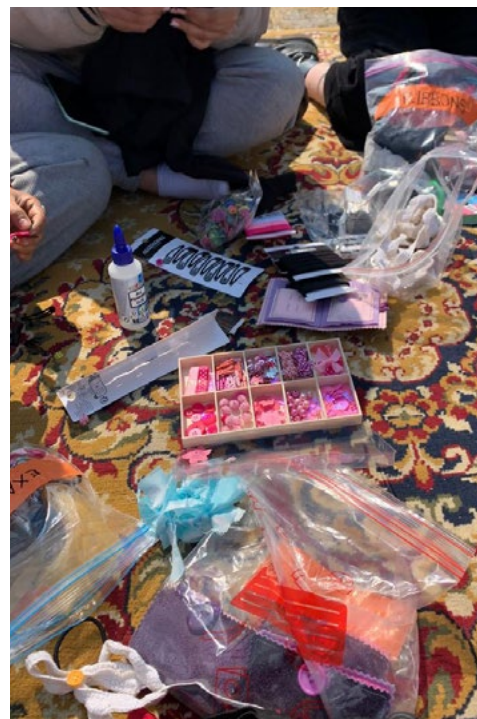


1 Introduction

Le Refugee Women's Centre (RWC) est une association française qui soutient les femmes et les familles présentes dans les camps informels à la frontière franco-britannique et en particulier à Calais et sur le Dunkerquois, à Grande-Synthe, Mardyck et Loon-Plage. Notre travail consiste à satisfaire les besoins de première nécessité des femmes et familles en exil, à les accompagner dans leurs démarches et à faciliter l'accès aux droits, ce qui inclut les soins médicaux, l'hébergement d'urgence et l'information juridique. Nous militons aussi pour la mise en place effective d'une politique d'accueil et d'hébergements dignes. Le RWC a la particularité d'être constitué d'une équipe multiculturelle, multilingue et en non-mixité choisie.

Le RWC existe à Grande-Synthe depuis 2015. L'évolution de l'association est à la mesure des changements de situation des personnes exilées sur le littoral. En 2016, nous soutenions environ 85 femmes et familles par mois au camp de La Linière. Ces personnes étaient abritées dans des cabanons, qui avaient été construits par Médecins Sans Frontières. Elles avaient un accès à l'eau potable, à l'assainissement et à la nourriture. Nous avons estimé qu'elles restaient plusieurs mois consécutifs dans le camp, dont beaucoup au-dessus de six mois. Le RWC est devenu une association loi 1901 en avril 2017, au moment de l'incendie qui a définitivement détruit le camp de La Linière.

Suite à la destruction de la Grande Jungle de Calais en octobre 2016, l'organisation dédiée aux femmes à Calais a fermé et leur équipe s'est réorganisée autour d'un projet d'accueil à Birmingham, au Royaume-Uni. En 2017, il y avait de plus en plus de femmes et de familles et aucune association dédiée. C'est ainsi que le RWC a débuté ses interventions sur Calais pendant l'été 2017 - d'abord à raison d'une à deux journées par semaine, puis de manière renforcée à partir de 2019 pour atteindre cinq à six jours par semaine depuis 2021.



En 2021, le financeur principal du tissu associatif de la frontière franco-britannique s'est retiré de la frontière, entraînant un grand chamboulement pour toutes les associations, et notamment financier pour le RWC. Nous avons cependant réussi, dès 2022, à diversifier nos sources de financements, nous permettant de maintenir l'existence et les missions de l'association ainsi que de créer nos premiers postes salariés. Nous pouvons ainsi offrir un cadre de travail digne à nos coordinatrices et renforcer notre équipe afin de continuer à soutenir les populations exilées face à une situation de plus en plus hostile à la frontière.

Nos valeurs



PRATIQUES NON-OPPRESSIVES



RESPECT



COLLABORATION



SOLIDARITÉ

FÉMINISME INTERSECTIONNEL



2 L'année 2023

a. Contexte général à la frontière franco-britannique

L'année 2023 a de nouveau été marquée par une augmentation des violences et une dégradation des conditions de survie des personnes exilées sur le littoral de la frontière franco-britannique, à l'image des autres frontières européennes. Elles ont toujours à (sur)vivre dans des campements informels, ou en squats, et sont contraintes à une grande mobilité, faute de politique d'accueil. Des campements éphémères se créent le long de la côte, de Berck (à plus de 80 km au sud de Calais) à Boulogne sur Mer ou encore à Loon Plage et Gravelines près de Dunkerque. Pire, elles subissent une politique de harcèlement dans les villes et les lieux où elles habitent. L'association Human Rights Observers (HRO) a observé 593 expulsions des lieux de vie à Calais, et 29 sur le Dunkerquois¹. Le nombre réel d'expulsions est bien plus élevé : en raison de moyens limités, HRO n'est pas en capacité d'assurer une veille permanente des expulsions et n'a pu collecter de données durant plusieurs mois en 2023. Ces politiques ont des graves conséquences graves sur les personnes concernées, et par ricochet sur les associations qui ont toujours plus à pallier aux besoins qu'elles constatent.

Les tentatives de traversée sur de petites embarcations pneumatiques se font depuis des zones de plus en plus diverses et dispersées. Elles sont empêchées de manière violente via une présence renforcée des forces de l'ordre sur le littoral. Les volontaires du RWC reçoivent régulièrement des témoignages de la part des femmes et des familles, faisant état de violences policières sur les plages. Nous y recensons également des cas d'interpellation de masse suite à des tentatives de départ, avec des enfants parfois laissés seuls tandis que leurs parents sont emmenés au poste de police.

Le nombre de personnes décédées à la frontière en 2023 est estimé à 27. Parmi elles, Mulu, une femme érythréenne de 30 ans, bien connue du RWC. Elle et deux autres personnes sont décédées lors du naufrage du 22 novembre. Comme en témoignent ses amies, «elle était infirmière et voulait juste une vie meilleure (...) Elle voulait surtout étudier et se former. Elle disait toujours qu'elle voulait apprendre.»². La perte de Mulu est à la fois une tragédie et un rappel de la violence systémique et des politiques hostiles qui mettent en danger et déshumanisent d'innombrables personnes chaque année aux frontières européennes.

1 Human Rights Observers, [Observations Mensuelles](#).

2 Brahim Nejma, 15 décembre 2023, « [Elle voulait juste une vie meilleure](#) » : Mulu, 30 ans, est morte noyée en tentant de traverser la Manche, Mediapart.

b. Le Dunkerquois

Les personnes en exil sur le Dunkerquois sont en majorité de nationalités et d'origines kurde irakienne ou kurde iranienne, iranienne, afghane, éthiopiennes, érythréennes, sud soudanaises, vietnamienne, albanaise et de façon plus minoritaire, des personnes en provenance du Koweït, d'Inde et de Syrie. Leur nombre a oscillé de 400 à plus de 1000.

Les lieux de vie sont situés près d'une zone industrielle, sur des terrains appartenant au Port, répartis sur différentes collectivités (Loon Plage, Mardyck, Dunkerque, Communauté Urbaine de Dunkerque) à 45 minutes à pied de l'arrêt de bus le plus proche - itinéraire requérant de marcher sur une route départementale sans trottoir et sans éclairage. Aucun dispositif d'État en matière d'accès à l'eau, aux repas et aux soins n'est mis en place.



c. Le Calaisis

Dans le Calaisis (le centre-ville de Calais, Marck, Coquelles et quelques villes alentours), sont majoritairement présentes ou de passage des personnes de nationalité soudanaise, sud-soudanaise, érythréenne et afghane. De façon plus minoritaire, ce sont aussi des personnes en provenance d'Iran, du Kurdistan Irakien, du Kurdistan Iranien, d'Éthiopie, du Koweït, du Yémen, de Syrie et de Palestine. Ce sont en majorité des hommes, mais le nombre de familles est en augmentation chaque année. Le nombre estimé de personnes varie entre 600 à 2 000 personnes selon les périodes.

Dès novembre, les dispositifs d'hébergement au départ de Calais (CAES) et le 115 (numéro d'urgence venant en aide aux personnes sans abri et en grande difficulté sociale) ont été saturés pendant plusieurs mois, alors même que le nombre de personnes – et notamment de femmes et de familles – était particulièrement élevé. Nous avons organisé plusieurs rassemblements devant la préfecture et avons ouvert des lieux en urgence afin de pouvoir accueillir des dizaines de familles pendant quelques nuits (cf. partie 5 sur le plaidoyer).



d. Les personnes soutenues par le RWC

2023			
	DUNKERQUOIS	CALAISIS	TOTAL
Familles	1367	558	1925
Personnes	4079	1513	5592
Femmes	1564	605	2169
Enfants*	1662	581	2243

*Notamment quelques mineures non accompagnées

AUGMENTATION IN COMPARISON WITH PREVIOUS YEARS:

2022			
	DUNKERQUOIS	CALAISIS	LITTORAL
Femmes	1514	622	2136
Enfants	1304	581	1887

2021			
	DUNKERQUOIS	CALAISIS	LITTORAL
Familles	847	871	1718
Femmes	983	948	1931
Enfants	1201	842	2043



e. L'équipe du Refugee Women's Centre

En 2023, le RWC a soutenu 1925 familles, dont 2169 femmes et 2243 enfants. Conformément à la tendance de ces dernières années, et particulièrement depuis le Brexit, le nombre de personnes survivant dans les camps et tentant de traverser augmente chaque année. Alors que nous écrivons ce rapport, le RWC a soutenu 1250 personnes pour le seul mois de mai 2024. Les personnes exilées survivent dans des camps informels sans garantie d'accès au logement, à l'eau, à la nourriture et au soutien matériel de base. Les femmes et les familles se déplacent d'un camp à l'autre et les différentes solutions d'hébergement. Les traversées pouvant être assez rapides, la majorité d'entre elles reste moins d'un mois.

En conséquence, la structure de l'équipe a été renforcée en 2023. Initialement composée d'une chargée de projet et d'une travailleuse sociale, l'équipe salariée compte désormais **une coordinatrice terrain pour le Dunkerquois, une pour le Calais, et une accompagnatrice sociale**. Avec la location d'une seconde maison depuis l'été, la capacité de l'équipe volontaire a aussi été agrandie, passant de 8 à 14 personnes. Nous avons pu compter également sur deux rôles en Service Civique : une personne en soutien aux stocks et à l'organisation de l'entrepôt ainsi qu'une personne en soutien à la communication, notamment sur les réseaux sociaux.

L'équipe à distance est aussi composée d'une chargée de recrutement et de la communication, d'une chargée de l'approvisionnement et logistique et d'une chargée des finances. L'association est dirigée par un bureau de quatre bénévoles, comprenant deux co-présidentes, une trésorière et une secrétaire.

Étant une association locale de terrain, le RWC s'adapte continuellement aux besoins des personnes exilées grâce au précieux soutien de nos financeurs. Ce renforcement de notre équipe en 2023 en est la démonstration. Cependant, l'absence de prise de responsabilité étatique et les moyens limités des associations empêchent de répondre à tous les besoins, rendant la situation sur le littoral toujours plus hostile envers les personnes exilées.



GROUND TEAM

Coordinators



Volunteers



REMOTE TEAM

Remote staff



RECRUITMENT AND COMMS OFFICER
Lou



DONATIONS AND PROCUREMENT OFFICER
Shanice



FINANCE OFFICER
Cherley

Board of trustees

Camille, Anna, Léa, Philippa, Maria, Florence, Victoria, Tiphaine, Lizzie, Rojin, Alex, Clara, Ellen

Executive board



CO-PRESIDENT
Caroline



CO-PRESIDENT
Frances



TREASURER
Cherley



SECRETARY
Nina

3 Le soutien matériel et les distributions sur les terrains

a. Gestion de l'approvisionnement matériel

Les équipes du RWC sont présentes quotidiennement pour soutenir matériellement les femmes et les familles rencontrées. Nous distribuons :

- Du matériel pour dormir en extérieur, lorsque des solutions d'hébergement ne sont pas possibles. Il s'agit de tentes, sacs de couchage, couvertures, et bâches.
- Des vêtements pour les femmes et enfants de tous âges, adaptés en fonction des saisons et des conditions météorologiques.
- En hiver, du matériel pour diminuer les risques d'hypothermie comme des couvertures de survie, des chauffe-mains et des lampes de poche.
- Des produits d'hygiène et de maternité : couches, lait infantile, sous-vêtements neufs, protections hygiéniques, vêtements de maternité, porte-bébés, etc. ainsi que des tests de grossesses.
- Du matériel pour faciliter la communication, notamment des cartes SIM, batteries externes et câbles pour recharger les téléphones portables.
- Ponctuellement, des ustensiles de cuisine, casseroles, poêles, assiettes, couverts et denrées sèches pour préparer des repas chauds.

Nous assurons également un soutien matériel lorsque nous organisons des créneaux de douches, pour fournir shampoing, gel douche, serviettes, mais également des sous-vêtements de rechange, ainsi que du thé chaud, des biscuits et des activités pour que les femmes puissent s'occuper en patientant et profiter d'un temps calme.

Plus de 90% du matériel que nous utilisons et que nous distribuons provient de dons, de seconde main pour la grande majorité. Cela engendre un grand nombre d'heures supplémentaires afin d'effectuer les appels aux dons, les réceptionner, les trier, les reconditionner et les stocker : mais cela nous permet de **garantir des pratiques économiques et écologiques**.

À titre d'exemple, Emmaüs Connect nous a généreusement fait don de 100 smartphones reconditionnés, fournis avec leurs câbles et chargeurs. Il arrive régulièrement que les personnes qui se trouvent dans les situations les plus précaires (femmes isolées, de nationalité minoritaire par rapport aux autres sur les campements, sans ressources financières, etc.) n'aient pas accès à des moyens de communication ; ce qui rend très difficile le suivi et la prise de contact pour le RWC et surtout, qui accroît leur précarité. Elles n'ont alors pas de moyen de contacter leurs proches ou

les numéros d'urgence. Afin de distribuer ces 100 smartphones, nous avons ciblé les femmes se trouvant dans les situations les plus vulnérables pour garantir qu'elles disposent d'un outil de communication vital dans leur parcours d'exil.

Certains produits ne pouvant être de seconde main – tels que les produits d'hygiène et les produits pour lesquels nous ne recevons pas suffisamment de dons comme les tentes et les sacs de couchage – nous effectuons des achats répartis sur les douze mois de l'année.

En 2023, nous avons priorisé le renfort de nos relations de travail avec les organismes partenaires de Calais. Ceci nous a permis d'effectuer des achats en gros et de coordonner collectivement la réception des dons, afin de minimiser les frais de livraison. Nous avons par exemple acheté d'importantes quantités de tentes et de sacs de couchage en lien avec Collective Aid Calais. Les frais de livraisons nous ayant été financés par une compagnie spécialisée en logistique, nous avons pu acheter le matériel à prix coûtant, nous permettant d'économiser près de 800 euros. Dans cette même démarche, nous avons acheté des bâches et des couvertures avec Utopia 56.

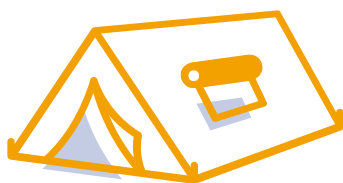
Chacun de ces articles est d'une grande valeur pour les familles que nous aidons, car ils leur permettent de se protéger du froid, de la pluie et de la boue. Compte tenu du nombre grandissant de personnes survivant dans les camps et du nombre d'expulsions, nous disposons à peine du matériel nécessaire pour répondre aux besoins de chacune et devons donc augmenter les quantités commandées chaque année.

L'approvisionnement matériel est rendu possible par notre équipe de gestion des stocks, composée d'une personne travaillant à distance à temps partiel et d'une personne de l'équipe terrain en stage ou en service civique.

b. Distributions sur le terrain

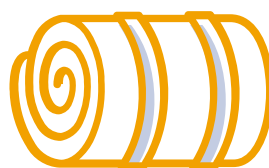
Nous distribuons du matériel sur le Calaisis et le Dunkerquois de manière quotidienne.

DISTRIBUÉS EN 2023:



545

Tentes



1904

Couvertures et sacs de couchages

Il est essentiel pour nous de donner le choix aux personnes que nous soutenons et de leur demander individuellement de quoi elles ont besoin. Les politiques nationales migratoires ont tendance à faire de grandes généralités et à considérer les personnes en exil comme un large groupe uniforme, les déshumanisant et ne permettant pas d'identifier leurs besoins spécifiques. C'est pour cette raison que nous ne souhaitons pas effectuer de distributions uniformes proposant les mêmes articles à chaque famille, sans s'assurer préalablement qu'il s'agit réellement de ce qu'elles souhaitent.

Ainsi, notre soutien matériel prend plusieurs formes :

- Un "freeshop" lors duquel nous aménageons notre camion en boutique de vêtements mobile gratuite. Les femmes et les familles passent chacune à leur tour, afin de pouvoir choisir les articles dont elles ont besoin.
- Des "orders" pour lesquelles, après avoir échangé avec la personne sur les articles dont elle et ses enfants ont besoin, nous préparons une commande à son nom à notre entrepôt puis lui ramenons près de son lieu de vie.

L'ensemble de nos vêtements provenant de dons, ils sont triés et rangés individuellement, par taille et par type dans notre entrepôt associatif. Nos volontaires y cherchent ensuite les articles permettant de répondre autant que possible aux demandes qui leur sont faites. Notre soutien matériel a vocation à répondre à un besoin primaire : celui de se vêtir et d'être au chaud. Mais nous avons conscience que ce n'est pas tout. Être à l'aise dans ses vêtements, être bien dans son corps, pouvoir choisir comment on se vêtit et comment on se présente, cela fait partie de l'identité de chacun et chacune. Bien évidemment, cela est dans la mesure du possible, en fonction du nombre de femmes et de familles sur les campements, et des besoins exprimés.

Par exemple, un petit garçon de 5 ans rêvait d'avoir un camion sur son t-shirt. Sa maman nous en a parlé lors d'une prise de commande sur le campement. Nos volontaires ont passé beaucoup de temps dans notre entrepôt pour trouver un t-shirt avec un engin de chantier, et il était très content le lendemain.



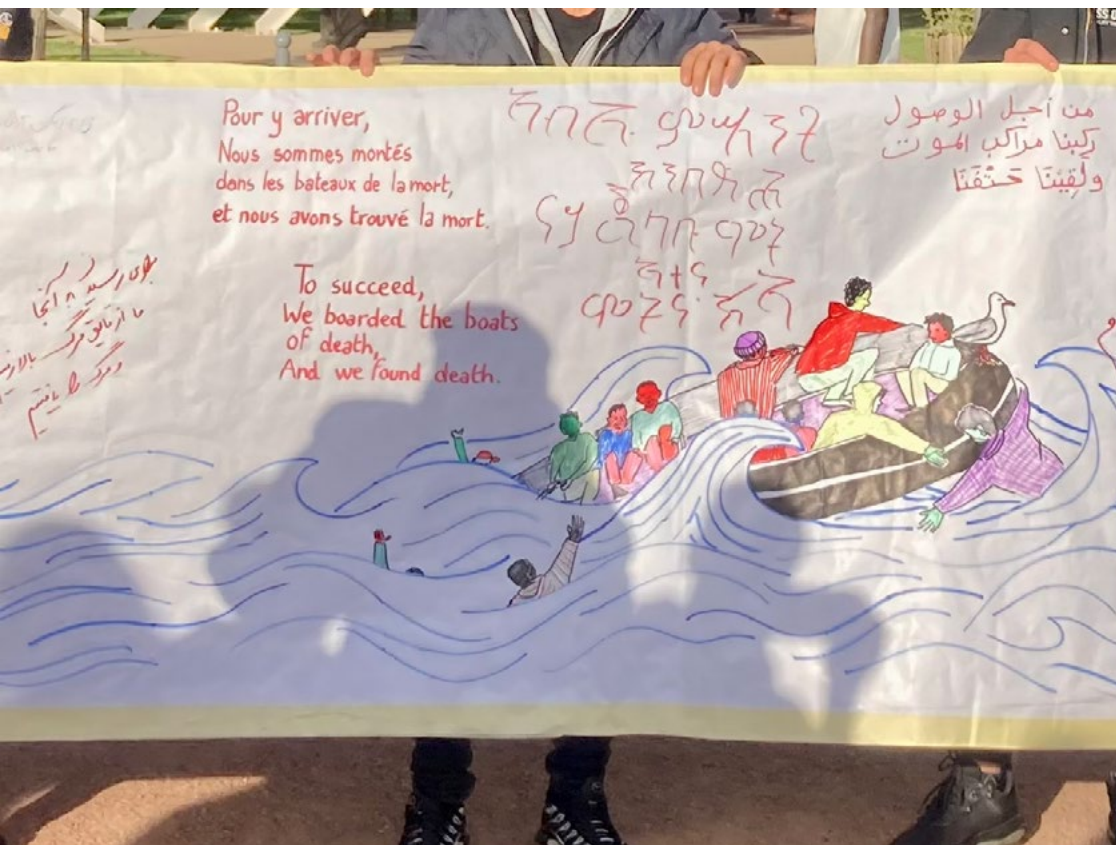
c. Protocole de sécurité

Les conditions de vie, la précarité et les dynamiques de passages en l'absence de voies légales et sûres vers le Royaume-Uni, font des campements des lieux de survie où coexistent dynamiques de pouvoir, exploitation, abus, violences, trafic, addictions, insalubrité, manque de soins sur les volets de la santé physique et psychique. Ceci résulte en une insécurité permanente pour les personnes les plus vulnérables, qui s'accroît à la tombée de la nuit.

Nous témoignons depuis 2016 de l'augmentation des violences dans les camps avec en 2023, des coups de feu quasi-quotidiens sur les campements du Dunkerquois, même en journée et à proximité des associations, ce qui n'était jusqu'alors pas le cas. **Il est évidemment primordial pour nous d'assurer la sécurité physique et psychique de nos équipières, ainsi que celles des femmes et des familles qui se trouvent avec l'équipe lorsque ce type d'incidents se produit.**

C'est dans cette optique que nous avons mis à jour et systématisé un protocole de sécurité, qui prend en compte l'ensemble des risques sur les campements et les comportements que les volontaires et salariées doivent impérativement adopter. À leur arrivée, les volontaires doivent y être formées et le signer. Il assure qu'en cas d'incident sur le terrain, l'équipe aient rapidement les réflexes adaptés.

Nous notons que nos interpellations des autorités sur ce sujet sont toujours laissées sans réponse.



4 Le soutien psycho-social

a. Création de "safer-spaces"

Compte tenu des réalités de terrain, nous ne parlons pas de "safe space" dans la mesure où il est impossible pour nous de garantir un espace 100% sécurisé pour les femmes et les familles que nous accompagnons. Cependant, nous parlons de "**safer spaces**", créant des endroits plus sécurisés que les campements, qui ont aussi leurs limitations.

L'ouverture et l'animation de ces espaces sont primordiales pour notre mission holistique d'apporter un soutien général aux femmes et aux familles en exil. Depuis 2017, nous n'avons plus d'accueil de jour, et nous ne pouvons plus être un "oasis" dans le camp, comme cela avait été le cas auparavant. Cependant, nous recréons chaque semaine des espaces qui favorisent le bien-être et l'échange, dans le but de minimiser l'impact du traumatisme sur les femmes et les familles accompagnées, de permettre une expression plus libre des besoins, et de répondre à certains besoins fondamentaux.

ESPACE FEMMES-FAMILLES À CALAIS

En partenariat avec le Secours Catholique, le RWC dispose d'une salle en centre-ville de Calais, qui constitue un accueil de jour 4 à 5 fois par semaine en fonction des disponibilités.

Cet espace est adjacent à l'accueil de jour principal du Secours Catholique, ouvert quotidiennement et pour tout le monde. Ainsi, cela permet aux personnes étant en exil en groupe de venir ensemble, et d'avoir des espaces pour les hommes, et un espace en non-mixité également pour les femmes.



Dans l'espace en non-mixité, le RWC et le Secours Catholique animent des activités créatives, linguistiques, culinaires, mais aussi des ateliers autour de la santé ou des temps d'information sur les droits, avec des intervenantes externes.

CRÉNEAUX DOUCHES SUR LE DUNKERQUOIS

Le RWC a, depuis plusieurs années, un partenariat avec la Mairie de Grande-Synthe, permettant d'accéder à un espace douches une fois par semaine, au sein d'un gymnase municipal.

En complément, un partenariat a été noué entre le RWC et les mairies de Mardyck puis de Dunkerque qui ont accepté d'ouvrir un gymnase deux fois par semaine pour donner un accès à des douches à 50-80 personnes par après-midi, avec la condition que l'acheminement se fasse par navette et par l'association entre le campement et le gymnase.

Ainsi, l'association dispose en 2023 de trois demi-journées pour proposer aux femmes et aux familles de se doucher et d'être au chaud. Ces espaces sont parfois les seuls en dehors du campement en non-mixité. Nous y distribuons des vêtements propres et des produits d'hygiène. Ce sont aussi des moments où nous pouvons organiser des activités axées sur le soin de soi, la détente et les besoins des femmes. L'objectif est de permettre aux personnes d'avoir un moment de répit et de tisser des liens.

Malgré le fait qu'il y ait plus de ressources pour les créneaux douches, nous sommes sur toute l'année 2023 incapables de répondre à l'entièreté des besoins. Face au nombre de femmes que nous rencontrons et au nombre de demandes pour un créneau, il nous manque à répétition du temps et des ressources humaines et matérielles.



b. Les accompagnements médicaux et sociaux

Le lien quotidien avec les femmes et les familles, par le biais de distributions matérielles, de créneaux douches, et d'activités psychosociales, nous permet de nouer de la confiance pour qu'elles nous parlent de préoccupations médicales et sociales. Cette mission s'est développée dû à des changements au niveau du tissu associatif. Médecins du Monde a arrêté ses missions à Calais et Utopia 56 a diminué certaines de ses missions, notamment les accompagnements.

Nous portons une attention particulière au droit et à la santé sexuelle et reproductive. Nous travaillons étroitement avec des acteurs associatifs spécialisés dans la santé (Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, Croix-Rouge), ainsi que des acteurs du service public (PMI, Hôpitaux de Calais et de Dunkerque, spécifiquement les services PASS et les services gynécologie et maternité), et des professionnel·les indépendant·es qui se proposent en qualité de bénévoles ponctuellement.

Sur le Dunkerquois, nous avons mis l'appui sur le développement de partenariats avec les acteurs institutionnels du territoire. Nous avons créé un lien de travail privilégié avec une sage-femme de la PMI, qui a accepté d'intervenir sur le camp ponctuellement, sur demande du RWC. Elle assure le suivi des grossesses principalement. Nous avons eu pour la première fois une réunion avec le service PASS du Centre Hospitalier de Dunkerque, en bilatéral (sans passer par les associations spécialisées dans le secteur médical). Nous nous sommes mis d'accord, lors de cette réunion, que nous appellerions une infirmière de la PASS pour demander conseil, avant déplacement, pour que les familles et les femmes puissent être vues entre deux rendez-vous si besoin urgent. Nous avons également eu plusieurs réunions avec le Planning Familial, avec lequel nous travaillons étroitement.

En fonction des thématiques et des questions abordées par les femmes que nous accompagnons, nous pouvons faire intervenir des bénévoles professionnel·les lors de nos activités, ou appeler des partenaires pour des conseils, ou prendre des rendez-vous. En 2023, nous avons une travailleuse sociale au sein de l'équipe. Elle centralise ces demandes, établit un lien avec la femme en question, et assure le déplacement en allant la chercher en voiture et en étant sur place lors du rendez-vous. En fonction de la langue parlée par la personne, la travailleuse sociale peut assurer la traduction elle-même ou faire appel à ISM Interprétariat, un service de traduction par téléphone.

Lorsqu'une femme nous annonce qu'elle est enceinte, nous lui proposons un accompagnement ainsi qu'un suivi de la grossesse. Souvent, les femmes ont eu, sur le parcours de l'exil, très peu ou pas du tout de suivi gynécologique. Nous rencontrons régulièrement des femmes qui en sont au deuxième, voire troisième trimestre sans avoir eu d'échographie. De plus, de nombreuses complications peuvent survenir, liées au stress, à l'incertitude, l'absence de logement, la malnutrition, la vulnérabilité aux intempéries, les maladies et infections qui peuvent être aggravées dû aux conditions de survie.

Nous avons accompagné deux naissances en particulier : l'une d'un jeune couple sur le Dunkerquois qui a été hébergé à l'hôtel par l'association à la fin de la grossesse, avant d'être emmené par une ambulance à l'hôpital. Suite à la naissance, la jeune famille a été hébergée à la Maison Sésame pendant six mois, et suivie par le RWC. L'autre sur le Calaisis, d'un couple qui a été hébergé à la Maison Maria Skobtsova depuis la fin de la grossesse, permettant une stabilité pour la jeune famille.

Ce volet de nos activités est particulièrement difficile, car les personnes que nous accompagnons sont présentes sur le territoire pour une durée limitée et incertaine. Ainsi, en fonction des projets pour la suite du parcours, personne ne sait où elles peuvent se trouver dans trois jours. Nous assurons la prise de rendez-vous et le suivi, pour garantir à chacune une base commune de soins et de droits. Cependant, ces suivis n'aboutissent généralement pas, souvent parce que la personne est partie du littoral, mais également parfois parce que son téléphone n'est plus joignable, faute d'accès à l'électricité de manière constante.

Ainsi, bien qu'il s'agisse d'un volet d'action qui nous tient particulièrement à cœur, force est de constater que le taux de réussite est relativement faible. Ce qui nous amène par la suite à une réorganisation en 2024 et 2025.

En parallèle à nos activités propres, nous participons à des commissions et groupes de travail avec des professionnel·les et autres associations afin de se coordonner. Nous le faisons en 2023 sur deux axes phares : la commission d'accès au droit à Calais et la commission santé mentale sur Calais et le Dunkerquois.

c. L'accès à l'hébergement

HÉBERGEMENTS D'URGENCE

Un des besoins principaux auquel nous tentons de répondre est l'accès à l'hébergement. Malheureusement, nous n'avons pas la capacité de répondre à tous les besoins. Au cours de l'année 2023, le RWC est devenu, de fait, une plateforme de demande d'hébergement d'urgence pour les femmes et les familles, surtout sur le Calaisis.

Les solutions dont nous disposons sont les suivantes :

- Les femmes et les familles souhaitant faire une demande d'asile en France peuvent demander à être hébergées dans une structure étatique pour demandeur·euses d'asile. Des associations sont mandatées par l'Etat pour

faire un travail de maraude et d'aller vers afin de proposer des solutions de mises à l'abri loin du littoral dans des centres appelés CAES (Centres d'Accueil et d'Evaluation des Situations). Elles sont aussi en charge de la mise en bus le matin pour Calais entre 8h30 et 9h30, du lundi au vendredi. Depuis Calais, les centres sont au nombre de 3, à 1h minimum de la ville. Les places sont limitées, réservées en priorité aux femmes et aux familles. Nous ne savons jamais combien de places sont disponibles, ni le lieu de destination. Beaucoup d'hommes seuls se font refuser l'accès quotidiennement. Depuis Dunkerque, il existe plus de centres qui sont autour de Lille. Le départ se fait vers 12h, avec un nombre de places également limité.

- La majorité des personnes sur les campements ne souhaitant pas faire de demande d'asile en France, cette solution n'est pas appropriée pour eux. Nous pouvons alors appeler le 115 pour un hébergement d'urgence, mais uniquement sur Calais, car il n'y a pas d'hébergements d'urgence disponibles pour femmes et familles sur le Dunkerquois, même pour des personnes qui ont subi des violences. Sur le Calais, une fois que la famille est hébergée, le 115 fait ensuite le lien avec l'association mandatée par l'Etat pour un départ en centre d'hébergement pour demandeurs d'asile. Si les personnes refusent, alors elles doivent quitter les lieux et se trouvent à nouveau dehors. Jusqu'au mois de juin, les femmes et les familles pouvaient rester jusqu'à 3 nuits au 115. À partir de l'été, cela passe à 1 nuit seulement et non renouvelable.
- Les solutions d'hébergement qui ne sont pas conditionnées par le statut administratif ou le choix de la suite du parcours sont des maisons accueillantes associatives (trois à Calais et une à vingt minutes de Dunkerque), les hébergeur-euses citoyen-nes et les nuitées à l'hôtel. L'ensemble de ses solutions sont très limitées, dû au manque de ressources. Néanmoins, elles permettent aux familles de réellement prendre un moment de répit, se sentir accueillies, et de se reposer pour prendre des décisions éclairées sur la suite de leur parcours.

Nous travaillons constamment pour renforcer cette capacité d'accueil. Notre réseau des hébergeur-euses citoyen-nes, partagé avec Utopia 56, a grandi au courant de l'année, grâce à l'organisation d'évènements et de temps d'échanges, ainsi qu'une gestion très minutieuse du réseau. Cependant, cela représente une quantité de travail non négligeable, et n'est pas tenable pour toute l'année, considérant la taille de notre équipe.

HÉBERGEMENT EN HIVER

L'hiver est particulièrement difficile. Sur le littoral, les températures chutent la nuit jusqu'à -2 degrés, alors que les campements se trouvent sur des zones industrielles sans abri du vent ou de la pluie. Le Nord est particulièrement pluvieux, avec également un fort risque d'inondations. En novembre

2023, 80 mm de pluie sont tombés sur Dunkerque.

Un dispositif "Grand Froid" existe chaque année à Calais. Il est très limité, et ne garantit pas aux familles d'être mises à l'abri pendant l'hiver, ce qui a mené à une campagne de plaidoyer pour visibiliser la problématique (cf. partie 5 sur le plaidoyer). Le dispositif fonctionne ainsi : le jour-même, les autorités décident de son ouverture ou non, en fonction des conditions météorologiques. La décision est généralement communiquée en milieu ou fin d'après-midi. En cas d'ouverture, c'est un gymnase qui est réquisitionné. L'information doit se faire par les associations, dans l'urgence, et les personnes exilées doivent se rendre à un endroit précis, à un horaire précis, pour y être emmenés en navettes. Tout autre moyen pour s'y rendre n'est pas possible : l'accès ne se fait que par le biais de ces navettes et uniquement aux horaires donnés. Le lendemain matin, tout le monde doit récupérer ses affaires et quitter les lieux tôt le matin, à 8h.

Il n'existe pas de dispositif comparable pour Dunkerque. Les autorités locales peuvent également réquisitionner des établissements pour mettre à l'abri des personnes en urgence, ce qui a été fait ponctuellement pendant l'hiver, mais il n'y a pas de fonctionnement systématique inscrit. Ainsi, la grande difficulté était au niveau de l'information et de l'accès. Il y eut par exemple un gymnase en basse ville qui a été ouvert et chauffé plusieurs nuits pour des familles, mais les familles et les associations n'en ont pas été informées à temps et très peu ont pu en bénéficier. Nous avons donc fait un retour à la mairie pour l'en informer et pour leur demander de nous communiquer ce type d'information directement. De plus, les CAES étant complets, des familles n'ont pas pu y avoir accès pendant le mois de novembre. Aucune mise à l'abri n'était donc envisageable pour un certain nombre de familles malgré les conditions difficiles, le froid, la pluie et le vent.

LES CENTRES D'ACCUEIL ET D'ÉVALUATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE (CAES)

La seule proposition d'hébergement de l'Etat est vers des CAES, que sont des centres pour demander l'asile en France. Quand bien même cette solution ne répond pas vraiment aux besoins des personnes en exil, nous reconnaissons qu'il s'agit là de la seule solution dont les femmes et les familles disposent, et qu'en tant qu'association, nous devons tenter de l'améliorer.

Nous le faisons en faisant des permanences le matin, à Calais, afin d'emmener des familles vers l'Audasse pour des départs en bus, s'il y a des places disponibles. Cela mobilise l'équipe et deux véhicules du matin jusqu'en milieu de journée. Quand bien même cela profite également le système étatique,

nous avons à répétition reçue des amendes alors que nous emmenions des familles au point de départ, fixé par la Sous-Préfecture (cf. partie "Rapports entre l'association et les autorités et forces de l'ordre").

Compte tenu du lien privilégié que nous avons avec les femmes et les familles, nous avons régulièrement des échos sur les dysfonctionnements au sein des CAES. Lorsque c'est le cas, nous prenons le témoignage dans son entièreté et nous remontons l'information aux Sous-Préfectures compétentes, en fonction du CAES concerné. Nous avons également tenté avec Utopia 56 et Project Play d'entrer en contact avec les structures accueillantes au sein des CAES (notamment Nédonchel et Saint Venant) pour proposer des interventions par le biais d'animations. Celles-ci ont été laissées sans réponse.

d. Le cas des familles séparées: un exemple de suivi psycho-social du RWC

Le RWC a rencontré la famille M lorsqu'elle était sur le littoral. L'association a fourni un soutien matériel à la famille lorsqu'elle était à Dunkerque, et a facilité son accès à un hôtel dans un premier temps, et à un CAES par la suite. La famille a été placée au CAES de Flers-en-Escrebieux. Là-bas, le contact avec les travailleurs sociaux de la structure mandatée par l'État a été très compliqué, entre autre dû à l'absence de traducteur ou d'outil de traduction.

Un jour, la famille appelle l'équipe du RWC en pleurs : les travailleurs sociaux ont fait entrer des policiers dans leur chambre, qui ont pris les enfants de force. Il s'agit de leurs deux fils : l'un a 4 ans et l'autre a 4 mois et est toujours allaité au sein par la mère. La famille n'a eu aucune explication, mis à part un document écrit en français.

Ce document était une ordonnance de placement provisoire (OPP) que nous avons expliqué par le biais d'un interprète. Le CAES n'a pas de service d'interprétariat, et donc nous avons aussi demandé à une travailleuse sociale du CAES de se joindre à l'appel pour discuter avec la famille lors de cette conversation téléphonique via le RWC. Dans la conversation, il a été compris que la famille ignorait le délai d'audience, et ignorait aussi qu'elle pouvait être assistée d'un avocat. Le RWC a saisi la coordinatrice juridique de la Plateforme des Soutiens aux Migrant.e.s (PSM), une plateforme qui vient en soutien du réseau associatif à la frontière, qui pouvait mettre en lien la famille avec un avocat. Cet avocat avait, en l'occurrence, déjà été sollicité par la PSM pour un cas comparable il y a quelques années.

Le 29 novembre, le RWC est venu rencontrer les parents pour pouvoir donner les explications nécessaires à la famille, remplir le mandat pour l'avocat et la demande d'aide juridictionnelle, en compagnie de la coordinatrice juridique et d'un interprète

en sorani. Lors de cette entrevue, la mère a tout de suite exprimé le besoin de pouvoir allaiter son enfant dans l'attente de l'audience. Nous avons donc été à la rencontre de la travailleuse sociale au sein du CAES pour tenter d'organiser un conditionnement autour du lait. Nous avons acheté un tire-lait, avec des contenants associés, au moins pour soulager les montées de lait, mais aussi en portant la demande de la maman de pouvoir continuer à nourrir son enfant en évitant un sevrage du lait maternel. Nous avons fait la demande à la Maison Nord Solidarité et à Coallia – association mandatée par l'Etat pour la gestion du CAES dans lequel la famille se trouvait – pour que la mère puisse avoir un accès à un réfrigérateur propre et pour que les jours de visite auprès des enfants soient connus en avance par les parents. Cependant, malgré nos nombreuses sollicitations, nous n'avons pas eu de réponse à ce sujet de la part de la Maison Nord Solidarité. Les demandes de la mère pour faciliter l'alimentation de son nourrisson n'ont jamais été entendues par les services sociaux.

Le 3 décembre, nous avons été sollicitées par la mère en pleurs, dans la nuit, car elle avait beaucoup de douleurs au niveau de la poitrine et du thorax. Elle nous a dit avoir demandé à la mettre un accès à un médecin, mais que la structure lui a répondu qu'elle devait attendre le lendemain. Nous avons donc appelé le 15, et nous avons expliqué sa situation. Suite à un échange avec les médecins, le 15 a décidé d'envoyer une ambulance d'urgence, et elle a été vue ce soir-là.

Nous avons été deux fois de plus au CAES, afin de voir la famille, de les tenir au courant de l'évolution de la situation et pour faire le lien avec leur avocat. La famille ayant perdu confiance en Coallia, il était compliqué pour eux de communiquer. Nous avons également assuré la partie administrative pour la demande de l'Aide Juridictionnelle, pour la prise en charge financière de la représentation par l'avocat lors de l'audience.

L'audience avec le Juge des Enfants, au Tribunal de Douai, a eu lieu le 11 décembre – deux semaines après que les enfants aient été placés de force. L'audience a été très courte, car la Juge a rapidement statué pour que les enfants soient à nouveau avec les parents. La juge a exprimé son incompréhension de la situation, et a bien dit qu'il n'aurait en aucun cas dû avoir eu séparation. La famille a été soulagée, bien que cette séparation ait eu un impact visible sur les enfants : le sevrage forcé du nourrisson et les craintes et pleurs de l'aîné.

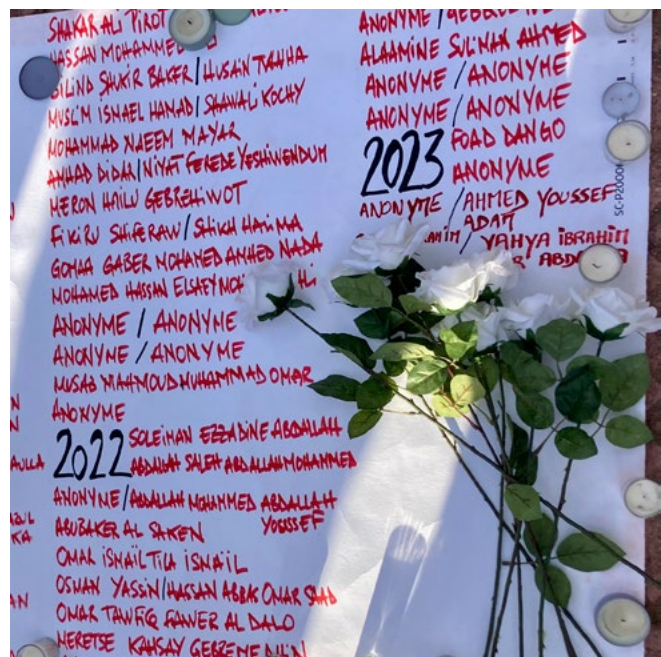
Suite à cela, le RWC a soutenu la famille dans leur recherche d'un hébergement alternatif. La famille a finalement préféré aller en Allemagne, suite à quoi le suivi s'est achevé. Ce type de situation démontre les manquements des solutions étatiques mises en place. L'existence des CAES est importante car il s'agit de la seule solution d'hébergement mise en place par l'Etat pour les femmes et les familles à la frontière. Cependant, les manquements de ces services peuvent parfois mener à des conséquences tragiques. C'est la raison pour laquelle ces services doivent être améliorés, notamment avec une solution d'interprétariat qui devrait être systématique.

e. Soutien au groupe décès

Les décès sont malheureusement récurrents à la frontière franco-britannique. Beaucoup de ces décès sont liés à des tentatives de passage – sur les routes, sur les plages, dans les eaux, sur les rails – et d'autres aux conditions de vie insalubres – noyades dans les courants d'eau pour se laver faute d'accès à l'eau potable, décès par balles et armes à feu sur les campements, décès de maladies aggravées faute de soins, fausses-couches sur des situations qui auraient pu être évitées, etc. En moyenne, une victime sur dix est une femme. L'âge moyen de l'ensemble des victimes à la frontière depuis 2000 est de 25 ans. Depuis la fin des années 1999 jusqu'à la fin de l'année 2023, nous comptons au moins 394 victimes. "Au moins" car il y a beaucoup de disparu-es, surtout dans les eaux.

Les membres de l'association sont régulièrement contactées lorsque des femmes ou des enfants meurent à la frontière, car il est très probable que ces personnes aient été connues des équipes. Souvent, elles sont sollicitées par le "Groupe Décès", un collectif se portant sur le lien avec les familles des défunt-es, avec les autorités pour suivre les enquêtes, avec les services funéraires en fonction des volontés des familles, et avec leurs réseaux de soutien par le biais de cagnottes pour financer des obsèques ou rapatriements en fonction des moyens financiers des proches. Les salariées de l'association, et plus rarement les volontaires, sont impliquées dans le suivi pour les proches, afin de leur permettre d'avoir des informations sur l'enquête des forces de l'ordre, de voir le corps lorsque cela est possible, d'exprimer leurs préférences pour les obsèques, et généralement d'avoir des interlocutrices francophones qui puissent les épauler en connaissance de cause. C'était le cas de Mulu, qui était suivie par le RWC car elle venait régulièrement aux créneaux douches.

Il s'agit d'une partie des actions du RWC qui est particulièrement lourde avec un impact important sur le bien-être de l'équipe. Nous avons établi un partenariat avec Psychologues du Monde (PDM), afin de renforcer le soutien en santé mentale auprès de l'équipe. Ce partenariat nous permet d'organiser des espaces de discussion pour les volontaires, en anglais et en français, et d'avoir un groupe d'analyse des pratiques pour les salariées, mené par une bénévole de PDM.



5 Plaidoyer et communication

Les maigres acquis de services fournis par les services publics (points d'eau et distribution de repas à Calais, présence d'associations mandatées par l'Etat avec des ressources traduites en plusieurs langues, ouvertures exceptionnelles de gymnases pour les nuits les plus froides...) sont systématiquement le fruit d'action de plaidoyer de la part des associations. Quand bien même nous savons qu'il y a très peu de marge de manœuvre en l'absence de toute volonté politique, nous savons également que nous n'obtiendrons rien sans nous battre. Au contraire, malgré nos efforts perpétuels, la situation glisse d'année en année vers des conditions de vie et un cadre juridique de plus en plus cruels.

a. Grève de la faim de Pierre

Le 22 novembre, Pierre L, bénévole à l'association Salam entame une grève de la faim. À bout de forces devant l'indifférence et la violence ininterrompue sur place, tant sur les exilé-es que sur les citoyen·nes et membres associatifs, il tiendra cette grève pendant 40 jours pour demander :

- Un accès à l'eau potable garanti sur les campements,
- Un respect de la trêve hivernale,
- Un arrêt la politique de harcèlement,
- Une protection du travail des associations et bénévoles,
- Et une mise en place d'un vrai dialogue entre les autorités locales et les acteur·ices de terrain.

Bien que sa démarche soit relayée dans la presse locale, et malgré les nombreux courriers, les emails et les relances envoyées, les autorités ne réagissent pas. Les membres associatifs décident alors, le 15 décembre, de se rendre massivement au Conseil de la Communauté Urbaine de Dunkerque, avec des bannières et pancartes, pour obtenir des réponses de la part des maires des communes, et de Patrice Vergriete, alors Ministre chargé du Logement.³

Les élu·es ont tout d'abord ignoré la cinquantaine de membres associatifs présents dans la salle. Nous avons alors empêché le bon déroulement de la réunion, jusqu'à ce qu'un rendez-vous ultérieur soit obtenu. Lors de ce rendez-vous, nous avons formulé les demandes de Pierre. D'un rendez-vous à l'autre, les élu·es qui échangeaient avec nous ont émis plusieurs possibilités. Finalement, la seule chose que nous avons obtenue a été un point d'eau potable sous la forme d'une rampe.

³ [Dunkerque : Manifestation avant le conseil de la CUD pour réclamer de meilleures conditions d'accueil des migrants](#), 15 décembre 2023, Delta FM.

Cela illustre parfaitement la quantité d'efforts et de sacrifices qui doivent être faits à la frontière pour obtenir un respect très limité des droits fondamentaux, qui devraient être garantis par les autorités locales. D'expérience, nous savons aussi que ces gains sont souvent éphémères. En 2018, nous avons gagné au Conseil d'État, la mise en place d'un point d'eau sur le Dunkerquois. Cela a été le fruit de 8 mois de travail pour construire une stratégie et un dossier, afin d'avoir les éléments nécessaires pour faire un référé liberté. L'application de cette décision de justice n'a duré que 2 mois, car au cours d'une expulsion de terrain, les autorités ont retiré le point d'eau et ne l'ont plus remis, sous prétexte que le campement n'existait plus.

b. Manifestations à Calais pour accès à l'hébergement

Au cours de l'hiver 2023-24, plus d'une douzaine de familles, certaines avec des enfants en bas âge, dormaient dehors sans solution d'hébergement proposée au courant des mois d'octobre, novembre et décembre, malgré des conditions météorologiques particulièrement désastreuses (tempête, inondations etc.).

Les refus de mise à l'abri au 115 étaient nombreux, même pour les personnes dites "primo-arrivantes". Les CAES (Centres d'Accueil et d'Examen des Situations), centres d'hébergement étatiques se situant dans le Pas-de-Calais étaient parfois également plein. L'association mandatée par l'Etat, l'Audasse, a refusé à plusieurs reprises de mettre des femmes et des couples à l'abri, même pour les publics les plus vulnérables. Les différentes alertes des associations n'ont pas abouti. Le Plan Grand Froid n'a été activé que pendant 3 jours début novembre 2023. Entre le 4 et le 14 novembre, il s'agissait d'une cinquantaine de membres de familles par jour dont des femmes enceintes, des femmes âgées, des enfants en bas âge, se retrouvant dans cette situation.

Ainsi, de concert avec les familles, le RWC, Utopia 56, Project Play



et le Secours Catholique ont coordonné des manifestations devant la Sous-Préfecture de Calais durant quatre soirées, dont la première était le 28 septembre, afin de demander des solutions d'urgence et de visibiliser la situation de ces familles, fatiguées et épuisées. Nous avons également eu le soutien de Salam et du Refugee Community Kitchen pour des distributions alimentaires. Les demandes auprès des autorités n'ont pas abouti et les associations se sont une nouvelle fois organisées pour pallier les manquements et mettre à l'abri les familles en urgence. Nous avons renouvelé la démarche, faute de solutions autres, à partir du 14 novembre, ce qui a encore abouti à un silence assourdissant des autorités.

Ces situations sont révélatrices du manque de communication entre la Sous-Préfecture et les associations, et l'asymétrie de la relation de pouvoir. La Sous-Préfète nous a directement accusées d'instrumentaliser les familles et a bloqué les appels provenant des numéros de téléphones des associations. Cette accusation d'instrumentalisation reflète aussi le fait que les autorités locales croient que les personnes exilées sont passives. Ces actions ont démontré tout le contraire : les femmes et les familles ont pris des décisions stratégiques et ont été actrices de leur lutte, pour laquelle elles se sont senties épaulées par les associations.⁴

Cette situation a contribué à l'auto-saisine du Défenseur des Droits, avec un communiqué de presse, afin de visibiliser la question des inondations dans le Pas-de-Calais et l'absence de solutions mises en place pour les personnes en exil.

c. Contre conférence de presse

Dans le contexte de la politique nationale, Gérald Darmanin s'est rendu à Calais le 15 décembre en qualité de Ministre de l'Intérieur. Son déplacement a été très médiatisé, et ses discours sur l'immigration, en soutien aux expulsions et aux répressions par les forces de l'ordre, dépeignent une manière de voir la situation et une réponse politique qui sont inhumaines et inefficaces. Preuve en est : l'aggravation de la situation depuis plus de vingt ans.

C'est pour cette raison que nous nous sommes mobilisées, avec d'autres groupes engagés du Calais, afin d'organiser une contre-conférence de presse. Cet engagement nous permet de faire exister une narration alternative, qui prend en compte les réalités de terrain et les nuances que nous voyons sur les campements. Cela est indispensable pour empêcher l'existence d'une voix unique, portée par le gouvernement, qui vise à déshumaniser les personnes exilées afin de justifier les répressions violentes.⁵

4 [A Calais, des familles de migrants demandent un hébergement d'urgence devant la sous-préfecture](#), Nord Littoral.

5 [Contre Darmanin: Une contre conférence de presse](#), 17 décembre 2023, Arthur Vleirick et Pierre Muys, Calais La Sociale.

d. Collecte de déchets

L'absence de services de la part des autorités se traduit également par l'absence de ramassage des déchets et l'absence d'une mise en place d'un système de collecte – comme il devrait exister partout. Cela a de graves conséquences sur la salubrité des campements et sur la santé publique. Les camps sont par exemple surpeuplés de rongeurs attirés par les restes de nourriture. Cela est dévastateur pour la santé des personnes exilées, pour leur dignité et leur bien-être. **Les associations interpellent la mairie depuis des années sur ce sujet, en vain.**

Le 4 février, une cinquantaine de personnes du milieu associatif et d'habitant-es se sont mobilisé pour organiser une collecte de déchets massive, afin de minimiser l'impact néfaste sur les personnes exilées et sur l'environnement, et pour créer un rapport de force et apporter de la visibilité à ce problème systémique. Le RWC a été une force motrice derrière cette initiative grâce à la coordinatrice Calais qui a un profil de juriste, permettant de renforcer la démarche avec un cadre légal. Au total, 622 sacs poubelles ont été remplis de déchets. Ce travail a été visualisé par les médias locaux. Ce travail n'a malheureusement pas fait réagir les autorités, qui continuent d'ignorer les besoins vitaux sur ces campements. Cependant, nous avons participé en septembre à un forum interassociatif autour de l'environnement, ce qui nous a permis de continuer à visibiliser le problème.⁶

e. Rapports entre l'association et les autorités et forces de l'ordre

Nous sommes continuellement dans une démarche de sollicitation des autorités, afin de faire remonter les situations alarmantes dont nous témoignons, et de demander des réponses de la part du service public. Nous avons par exemple participé à une série de réunions avec la Sous-Préfecture de Calais en octobre, via un collectif interassociatif de Calais. Lors de ces réunions, nous avons abordé la question des opérations de propositions d'hébergement de la part de l'association

⁶ Calais: une cinquantaine de personnes ont ramassé les déchets des camps de migrants, 4 février 2023, Sonia Chemaï, La Voix du Nord.

⁷ 7 tonnes de déchets ramassées en deux heures par des bénévoles dans les camps de migrants à Calais et dans Calaisis, Nord Littoral.

Pas de bennes à ordures ni de sacs poubelles pour les migrants à Calais ni dans le Calaisis, 13 février 2023, Priscilla Vandeville, Radio 6.

mandatée, l'Audasse, vers les centres d'hébergement pour demandeurs d'asile. Les autorités nous ont clairement dit que les personnes exilées se voyant proposer une place en hébergement n'auraient pas de seconde option s'ils la refusent. Cela signifie qu'une personne sur les campements, si l'Audasse lui propose une place et qu'il ou elle la refuse, n'aurait plus le droit de faire une demande similaire. En sachant que ces personnes sont sans papiers d'identité, la Sous-Préfecture a annoncé mettre en place un huissier qui reconnaîtrait les personnes au faciès. Pour rappel, le Home Office au Royaume-Uni a déclaré que 29 437 personnes exilées ont rejoint l'Angleterre via embarcation informelle. Cela donne une idée du nombre de personnes qui transitent sur les campements.

En général, sur le Calaisis, nous avons régulièrement des intimidations de la part des forces de l'ordre qui tentent d'empêcher les associations en donnant des amendes. Par exemple, pour que des familles puissent voir l'Audasse, nous les emmenons souvent au lieu où ils se trouvent. Il s'agit d'une zone industrielle, où il n'y a pas de trottoir ou d'aménagement de la chaussée pour piétons. L'accès n'est pas non plus possible via les transports publics. Nous stationnons donc le plus proche possible, pour que les familles puissent facilement accéder à ce lieu. Régulièrement, nous avons eu des contraventions pour "stationnement très gênant", alors qu'il s'agit d'un endroit où, mis à part les campements informels et les acteurs associatifs, il n'y a quasiment aucun passage.

Sur le Dunkerquois, la Sous-Préfecture a contraint les associations à se positionner sur un site en particulier, proche des campements informels. L'équipe du RWC a refusé de se mettre à cet emplacement pour deux raisons : la première étant que cela correspondait à l'endroit où il y avait souvent des échanges de coups de feu. La deuxième étant que nous travaillons toujours à l'écart des autres véhicules associatifs, afin de créer un espace en non-mixité, avec un peu de confidentialité, plutôt que de proposer aux femmes de venir récupérer des vêtements et produits d'hygiène au milieu de la vie du camp. Nos courriers et mails explicatifs ont été reçus par les autorités, qui ont refusé nos motifs et nous avons été à répétition menacés par les forces de l'ordre de recevoir des amendes si nous n'allions pas distribuer sur le site désigné par la Sous-Préfecture.

En revanche, notre équipe sur le Dunkerquois a un bon lien de travail avec l'association mandatée, Afeji, pour les places en centre d'hébergement pour demandeurs d'asile. Cela est à souligner et nous sommes tout à fait reconnaissantes de cette collaboration, qui permet un soutien de meilleure qualité pour les femmes et les familles.

f. Intégration de l'histoire des exilés au Centre d'Archives du Dunkerquois

Après un an et demi de travail, nous avons finalisé, avec l'association Salam et le Centre de la Mémoire Urbaine d'Agglomération (CMUA), la création d'un fond d'archives sur l'exil sur le Dunkerquois. Cette démarche, à l'initiative du RWC, a pour objectif d'inscrire l'existence des personnes en exil et des campements informels dans l'histoire du Dunkerquois. Les campements sont régulièrement expulsés, et en se rendant à La Linière aujourd'hui, tout observateur ne pourrait se douter de ce qui a pu, un jour, exister. Il est donc pour nous essentiel d'inscrire cette histoire dans le patrimoine du territoire. Ces informations pourront être utiles, à terme, aux personnes exilées et/ou à leurs descendant·es, aux chercheur·es, et aux habitant·es du Dunkerquois.

Le premier dépôt de documents a été finalisé en 2023. Pour le moment, il s'agit surtout de documents administratifs, du début de l'association jusqu'en 2020. Salam et le RWC sont deux organisations avec des modèles très différents, qui sont représentatifs des deux types prépondérants d'associations sur le littoral. Salam est une association française locale avec des bénévoles à la semaine qui existe depuis plus de 20 ans. Le RWC une association plus jeune et composée de volontaires internationales qui s'engagent sur des durées courtes et en temps-plein.

Durant l'hiver 2023, le RWC et l'association Salam ont participé au forum de la Plateforme de Soutiens aux Migrant·e·s, lors duquel nous avons co-animé un atelier sur le camp de La Linière. Nous avons invité des personnes qui avaient été des acteurs clefs pendant le camp de La Linière. Il s'agissait de créer une frise chronologique et un plan légendé pour retracer la vie dans le camp, les événements et lieux principaux, et pour enregistrer les témoignages des personnes qui y étaient présentes. Lors de ce forum, nous avons également reçu comme dons pour le fond au CMUA de nombreuses photos.

Le projet a pour vocation de s'enrichir en

- Proposant à d'autres associations de faire un dépôt de dons, sur le modèle donné par le RWC et Salam. À la date d'écriture de ce rapport, plusieurs associations ont en effet adopté cette démarche, dont le Carrefour des Solidarités et Fragile les Bulles.
- Invitant les collectivités territoriales à faire des dons de documents sur cette thématique, dont la Mairie de Grande-Synthe.
- Continuant sur le projet d'histoire orale autour de La Linière, en élargissant les entretiens et en organisant une collecte spécifique à cette période.

La mission du RWC est ancrée dans la situation actuelle, et nous travaillons régulièrement dans l'urgence, compte tenu de la réalité du terrain. Cependant, ce projet nous permet de prendre de la perspective et de s'assurer que nous nous inscrivons

aussi sur le temps long, et que nous contribuons à **l'écriture d'une mémoire collective qui inclut les personnes en situation d'exil avec une narrative nuancée et riche.**

g. Visibilisation de la cause et de l'association hors littoral

Afin de visibiliser la situation à la frontière et l'association, nous participons souvent à des concours, afin de remporter des prix. Cela contribue également à la reconnaissance de notre travail et permet des gains financiers. En 2022, nous avons remporté le Prix de la Résilience par ONU Femmes France. Cela nous a permis en 2023 de tenir un stand lors de leur remise des prix pour cette année.

Nous avons aussi remporté en septembre 2023 le Grand Prix de la Fondation des Femmes. Cela nous a permis de passer une journée complète en présence d'autres associations féministes autour d'ateliers thématiques pour partager nos bonnes pratiques et renforcer notre capacité à agir.

Nous répondons, lorsque nous en avons la capacité, aux sollicitations médiatiques. Cela est crucial pour diffuser un point de vue nuancé sur la situation des femmes à la frontière, et nous avons fait de nombreuses interviews⁷.

Enfin, la majeure partie de notre communication se fait via les réseaux sociaux, ce qui a été renforcé en créant un rôle rémunéré à temps partiel hors terrain et en ayant des personnes en stage ou en Service Civique sur le terrain pour coordonner la création de contenu. Le fait d'avoir une personne dédiée sur le terrain a été très précieux pour s'assurer que notre contenu reflète au mieux les réalités de la situation.

7 Par exemple: Hébergements d'urgence : ["On va comptabiliser ces femmes comme des chiffres"](#), déplore Louise Borel, coordinatrice de Women Refugee Center à Dunkerque, 23 décembre 2023, France Info.

[Refugee Women's Center : un soutien aux femmes exilées, en non mixité, sur les campements du nord](#), 7 décembre 2023, Un Monde Meilleur.info.

6 Recrutement et bien-être des volontaires

a. Agrandissement et renforcement de l'équipe

Nous avons eu la chance d'accueillir 59 volontaires tout au long de 2023, qui sont chacune restées entre 2 et 6 mois. Avec la location d'une seconde maison à partir de l'été, l'équipe bénévole s'est agrandie, avec une capacité passant de 8 à 14 personnes maximum. Cela représente une grande réussite, mais le recrutement de plus de bénévoles, notamment de conductrices, a aussi été un challenge. Cela s'est traduit par une expansion de la mission de notre chargée de recrutement. Les difficultés de fonctionnement de notre partenaire Indigo, qui facilite le lien entre des potentiels bénévoles et des associations, ont aussi eu un impact sur notre recrutement. Néanmoins, nous avons continué à renforcer l'accompagnement de nos bénévoles, en enrichissant les ressources sur les risques de notre travail ainsi que sur notre approche non oppressive.

Nous avons aussi pu compter sur deux rôles en Service Civique et en stage : une personne pour soutenir la gestion des stocks et de l'entrepôt – Stella Reminy Elizor, puis Gabriela Valdivino – et une personne pour aider aux publications sur les réseaux sociaux – Levke Fiekas puis Roxane Amou Loumagne.

De plus, de mars à juin, nous avons aussi eu la chance d'accueillir deux stagiaires du diplôme d'université médiation grâce à un partenariat avec le diplôme d'université de Médiation de Lille. Ce DU permet à des personnes ayant des compétences linguistiques spécifiques d'avoir un diplôme sur la traduction dans le secteur de la migration. Ces stagiaires ont été d'une aide précieuse pour faciliter le lien avec les femmes sur les campements.

b. Bien-être de l'équipe volontaire

« Prendre soin de moi n'est pas de l'auto-indulgence, c'est de l'auto-préservation, et c'est un acte de guerre politique »

Audre Lorde

Le travail associatif sur le littoral peut être très éprouvant physiquement, moralement et émotionnellement. Nous apportons une attention toute particulière au bien-être des membres de l'équipe. En plus du maintien de nos protocoles existants (check-ins, réglementation des temps de repos, etc.), nous avons continué à renforcer nos capacités dans le soutien à la santé mentale de notre équipe.

Ainsi, l'association reste active au sein du réseau interassociatif de safeguarding du Calais Appeal. Cela inclut des réunions régulières pour faire évoluer les protocoles et la gestion des signalements, ainsi que l'animation de formations et de groupes de parole, notamment lors d'évènements graves ou pour les personnes qui s'appêtent à quitter la frontière.

Une psychiatre, Eva Studer, a choisi de faire une immersion au sein du RWC afin d'évaluer nos pratiques pour le bien-être de l'équipe sur le volet de la santé psychique. Pendant un an, elle a observé l'association, fait de nombreux entretiens avec des volontaires ayant quitté le terrain, et écrit un rapport. [Ce rapport](#) évalue l'ensemble des soutiens proposés par l'association aux volontaires, afin d'établir leur efficacité.

Enfin, à la fin de l'année, nous avons aussi commencé un partenariat avec Psychologues du Monde. Il s'agit d'une association basée à Paris et composée d'une équipe de psychologues bénévoles qui agissent auprès des personnes intervenant dans la gestion de crises humanitaires. Nous nous sommes accordées avec elles sur trois modes d'interventions, auprès des salariées, stagiaires et bénévoles de notre équipe : des séances de psy individuel en cas de besoin ou d'urgence, l'animation de groupes d'analyses des pratiques et l'animation de groupes de parole.



7 Finances

Le budget réel de l'association a été d'un montant de 220 183,62€. Pour l'année, le montant des recettes s'élève 118 264,21€. La différence s'explique par le fait que 105 206 € ont été accordés en 2022 pour des dépenses en 2023, soit un total de 223 470,21 € de recettes affectées au budget 2023.

Le budget est plus élevé que ce que nous avons estimé, cela s'explique par le fait qu'en milieu d'année, nous avons ajouté le budget d'une deuxième maison des volontaires et, afin de renforcer les activités et l'accompagnement, des missions de ressources humaines ont été ajoutées. Nous avons dû utiliser nos fonds propres qui en provenance de dons privés.

Notre plus gros poste de dépenses est celui des ressources humaines, il représente environ 53% de notre budget global. Ce budget comprend les salaires des employés, la rémunération des frais de service du personnel d'assistance à distance, les indemnités des stagiaires ou des volontaires du service civique, les frais de déplacement, les abonnements téléphoniques, les cotisations des employés et les autres frais liés aux personnes salariées.

Le soutien direct auprès des femmes et familles comprend principalement le matériel de distribution (y compris l'achat de sous-vêtements, de lait infantile, de produits d'hygiène, de tentes, de couvertures, de bâches), le soutien psychosocial par le biais d'activités récréatives, le carburant, l'hébergement d'urgence, l'achat de denrées alimentaires à titre d'exemple, il représente 25% du budget total.

Le soutien apporté aux équipes volontaires représente approximativement 13% de notre budget, Ce budget comprend essentiellement les coûts de location des deux maisons, les frais d'énergie et d'eau, les frais de déplacement, l'entretien des maisons en location et le budget activités/bien-être de l'équipe.

Les frais généraux et imprévus représentent une part d'environ 9% de notre budget.

Nos actions sont financées par des donations privées, nous sommes financées à hauteur de 74% par des fondations privées et fonds de dotation. 26% du reste de nos recettes sont issues des donations en provenance du grand public, des collectes de fonds que nous organisons et des activités de vente de marchandises.

8 Remerciements

FINANCEURS

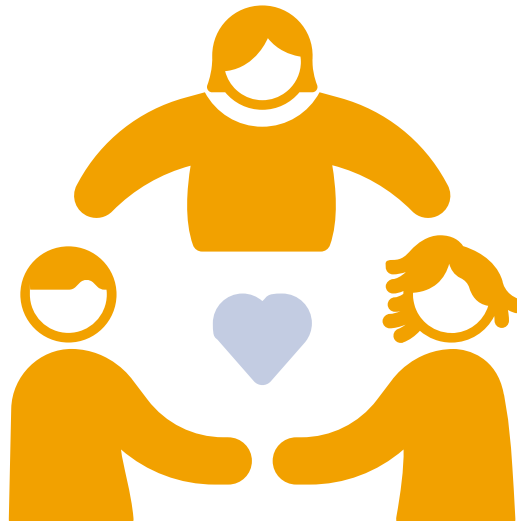


PARTENAIRES



Volunteers, staff and members of the association

Aimie, Chiara, Liv, Lauren, Julie, Sofie, Blandine, Raphaëlle, Giulia, Elliw, Katja, Blandine, Rosie, Stella, Eliza, Rosie, Lena, April, Levke, Sonia, Nena, Isabel, Angèle, Laura, Elise, Léa, Becky, Elena, Sarah, Emily, Laura, Elena, Lucie, Francesca, Maddy, Inés, Kate, Valeria, Florencia, Roxane, Mathilde, Toni, Katelyn, Tamar, Marie, Silvia, Lowri, Ciara, Gabriela, Elena, Reham, Elsie, Taryn, Julie, Clarisse, Charlotte, Pei-Yun, Laurence, Merete, Mia, Nowlenn (Nolwenn?), Sophie, Marie, Alexia, Louise, Djamila, Frances, Lou, Shanice, Caro, Cherley, Nina, Camille, Flore, Merete.





dunkirkrefugeewomenscentre.com
@REFUGEE_WOMENS_CENTRE

